



RELANCE ÉCONOMIQUE

Un tableau de bord nommé DSCE

Après le message du chef de l'Etat à la Nation le 31 décembre dernier, le vice-président de la Camerounaise des PME (C-PME) propose des solutions de sortie de crise.

« Il existe trois catégories de personnes : celles qui voient, celles qui voient quand on leur montre et celles qui ne voient jamais » Léonard DE VINCI

Le Président de la République, dans son adresse à la Nation le 31 Décembre dernier l'a si bien dit, en mettant officiellement le curseur sur l'économie ; je le cite : « (...) notre horizon politique est désormais bien dégagé. L'heure est aujourd'hui aux débats sérieux et objectifs sur les problèmes qui tiennent les camerounais à cœur. Ces problèmes sont, vous le savez : le pouvoir d'achat, l'emploi, les conditions de vie. En d'autres termes, il s'agit de ce que nos populations sont en droit d'attendre d'une économie prospère et équitable, d'une société juste et solidaire ». Fin de citation.

Or, il est désormais clair qu'au rythme actuel de notre croissance économique (moins de 5% par an), l'objectif d'émergence à l'horizon 2035 somme comme un leurre, un vœu pieux. Cet « avertissement amical » que les institutions financières internationales ont adressé à notre pays incite à redoubler d'efforts mais surtout à procéder à une revue générale de nos politiques publiques, à une refonte totale des modes opératoires actuellement en vigueur dans la gouvernance économique de notre pays ; bref à un « Aggiornamento ».

En effet comment contrer ce « manque de cohérence et de lisibilité » de l'action de l'Etat dans certains secteurs de notre économie ? Comment éviter durablement que « dans bien des cas, les délais de prise de décision » cessent de constituer « des goulots d'étranglement dans la mise en œuvre des projets » ? Que faire pour que le taux d'exécution du budget d'investissement public avoisine les 100% dans toutes nos régions ?

Henri FAYOL (1920) a décrit succinctement les cinq (5) principes de management, applicables à toute organisation moderne : Planifier ; Organiser ; Commander ; Coordonner ; Contrôler (le fameux POCCC).

« Ce dont nous avons besoin pour les prochaines années, c'est d'un véritable plan d'urgence. Avec le DSCE, nous avons le tableau de bord. Il nous faut maintenant agir » renchérisait le Chef de l'Etat dans le message susmentionné. Comment y parvenir alors ?

En associant les cinq principes de Fayol sus évoqués au trépied de la performance - Structures, Méthodes, Hommes - à reformater dans notre pays, nous pourrions à coup sûr faire que le DSCE soit effectivement ce tableau de bord tant espéré ; c'est-à-dire un instrument de partage de l'information décisionnelle pour un accès à la connaissance « globale », avec effet systémique garanti sur l'ensemble du corps social. Concrètement comment se décline ce triptyque à réformer ?

Structures : Refonte de l'architecture gouvernementale en mettant sur pied un Grand Ministère de l'Émergence qui engloberait toutes les infrastructures à savoir les Travaux Publics, Les Transports, l'Énergie mais aussi la Planifi-

cation et l'Aménagement du Territoire. L'avantage étant de donner à la politique de l'émergence un visage unique, un interlocuteur unique pour plus de cohérence et de lisibilité justement de la politique des Pouvoirs Publics.

En outre, faire des PME/PMI de notre pays le Starting Block, le levier de l'émergence en les dotant d'un Ministère plus étoffé (en plus des attributions actuelles, y ajouter l'Innovation et surtout l'Économie Numérique pour que le Boom Internet accompagne l'émergence et installe l'e-économie dans nos mœurs entrepreneuriales) mais aussi plus outillé (en faire un Guichet Unique de création d'entreprises pour booster l'initiative privée et le confier, ce ministère clé, au secteur privé pour plus de dynamisme et d'allant).

Enfin mettre sur pied un Ministère de la Jeunesse auquel on ajouterait l'Emploi, l'Apprentissage et la Formation Professionnelle, afin que nos « jeunes talentueux, ingénieurs, bien formés et entreprenants, capables de relever les défis » trouvent en son sein un incubateur d'éclosion du génie créateur camerounais ; en vue d'en faire de véritables fers de lance de la nation !

Méthodes : faire du Projet PROMAGAR le véritable vecteur d'inhibition de l'inertie tant décriée de notre Administration et la rendre moins « perméable à l'intérêt particulier » et que son « indispensable coordination » retrouve des couleurs. Et ce, de moult manières :

- Mise en place d'Indicateurs Clés de Performance (KPI's) tirés de la Matrice d'Actions Prioritaires du DSCE pour les Ministères Pilotes qui seront retenus ;
- Elaboration d'Objectifs SMART (Simples, Mesurables, Ambitieux, Réalistes, Temporels) inspirés des Feuilles de Route Gouvernementales ;
- Initiation d'un Système de Reporting desdites Feuilles de Routes en vue d'animer les Conseils de Cabinet et les Conseils des Ministres mais aussi de servir d'outil de contrôle et de suivi minutieux du travail des Pouvoirs Publics ;
- Etablissement d'un authentique Tableau de Bord de l'Action Gouvernementale, prenant sa source dans le DSCE, boussole de notre pays sur la voie de l'émergence économique. Pour ce faire, rechercher un consensus national sur la politique de l'émergence de deux manières fortes :

Lancer les Assises Nationales de l'Économie : grand forum qui devra regrouper l'Administration Publique, le Secteur Privé (Syndicats, Patronats), les ONG, les Partenaires au Développement, les Bailleurs de Fonds, la Société Civile (Universitaires,

Hommes d'Église, Autorités traditionnelles) etc.

- Déboucher après recueils des avis et suggestions, sur une Loi de Programmation Économique sur les 21 ans qui nous séparent de l'échéance de 2035 : répartition des actions à mener sur trois septennats et mise en place d'un système de suivi -évaluation de l'état d'avancement de tous les projets menant vers l'émergence économique.

- « Serions-nous incapables de faire ce que d'autres pays comparables au nôtre ont fait ou sont en train de faire ? » Comme le Président BIYA nous ne le croyons pas non plus à la C-PME. D'où l'urgence d'actionner le dernier levier du trépied de la performance :

Hommes : c'est le maillon essentiel, majeur car ce sont les hommes qui animent les structures et qui implémentent les méthodes ; il en faut donc qui soient à leur place suivant le concept anglo-saxon « The Right Man at the Right Place ». Revenir sur fondamentaux qui ont fait la gloire et le renom de notre pays, à savoir le talent, le mérite et la compétence. Réactiver l'ascenseur social en panne dans notre pays et

fluidifier les relais générationnels pour une meilleure synergie de transfert entre anciens et jeunes. Promouvoir une nouvelle génération (la Génération de l'Émergence), mettre en orbite une nouvelle cuvée de capitaines d'industrie et de promoteurs de PME/PMI. Renouveler les élites pour que dans notre pays il n'y ait pas de « camerounais à part mais des camerounais à part entière ».

C'est l'essence même d'un Etat que d'être Développementaliste c'est à dire être capable de savoir mettre en place les conditions idoines pour l'éclosion des talents dans tous les domaines et l'épanouissement du génie créateur de chacune de ses composantes.

Tant il est vrai comme disait Frank HERBERT (in Le Messie de Dune) que : « On peut voir de bien des façons. On peut être aveugle de bien des façons ».

MARIUS BAHA

 VICE-PRÉSIDENT DE LA CAMEROUNAISE
DES PME (C-PME)

WWW.C-PME.ORG

97 16 22 36 / 77 77 60 34



Centre Technique de la Forêt Communale

 BP 15 107 Yaoundé CAMEROUN
Tél. : (00237) 22 20 35 12 Email : ctfcameroun@yahoo.com
Site web : www.foretcommunale-cameroun.org

Le « Programme d'appui aux Forêts communales du Cameroun (PAF2C) » est le produit de la volonté conjointe de l'Association des Communes forestières du Cameroun et de ses partenaires nationaux et internationaux. Il a pour objet de promouvoir la protection et la gestion durable des forêts du Cameroun en accompagnant le processus de décentralisation de l'Etat par le renforcement d'un réseau de forêts communales. Il vise en priorité à constituer un réseau organisé de forêts communales, animé par des maires motivés et formés, en accompagnant ceux-ci dans leurs demandes de classement, puis à doter ces forêts de plans d'aménagement, garants de gestion durable, de développement local et sources d'emplois ruraux. Pour continuer d'assumer ses missions et faisant suite aux recommandations d'audits, le Programme à travers le Centre technique de la forêt communale recrute une Assistante comptable et administrative de projet placée sous la supervision du responsable administratif et financier pour un Contrat à durée déterminée.

MISSION DU SECRETAIRE ASSISTANTE COMPTABLE ET ADMINISTRATIVE DE PROJET :

- Assurer l'accueil et la gestion des courriers
- Assurer la tenue de la caisse.
- Gérer les retours en espèces et autres encaissements.
- Effectuer tous les paiements en espèces.
- Rédiger les rapports et autres documents

de la caisse mensuellement.

- Assister le Responsable financier dans la production des documents comptables et bancaires sur TOM PRO.
- Assister le directeur du CTFC sur les tâches de secrétariat.
- Assister l'Équipe CTFC à organiser les réunions, ateliers, comités de pilotage et AG ACFCAM.
- Elaborer les ordres de missions.
- Suivi du planning de départ et retour des congés et missions.

PROFIL REQUIS

- Minimum Bac +2 Minimum
- Aptitudes à travailler sur logiciel de gestion de Projet TOM Pro et bonne maîtrise des logiciels word, Excel, SAARI, Power point
- Expériences dans la gestion de trésorerie
- Expériences des procédures bailleurs de fonds
- Candidature féminine encouragée
- Agée de moins de 30 ans

COMPOSITION DU DOSSIER

- Lettre de motivation
 - CV +Photo
 - Copie diplôme
- Déposez sous Colles fermé à l'attention du Directeur du CTFC au siège du CTFC situé derrière station Tradex Nouvelle route bastos BP 15105 Yaoundé. Une copie numérique doit être adressée à : bauldelaire_k@yahoo.com avant le 15 janvier. Contrat à signer avant le fin janvier.

Yaoundé le 22 Décembre 2013